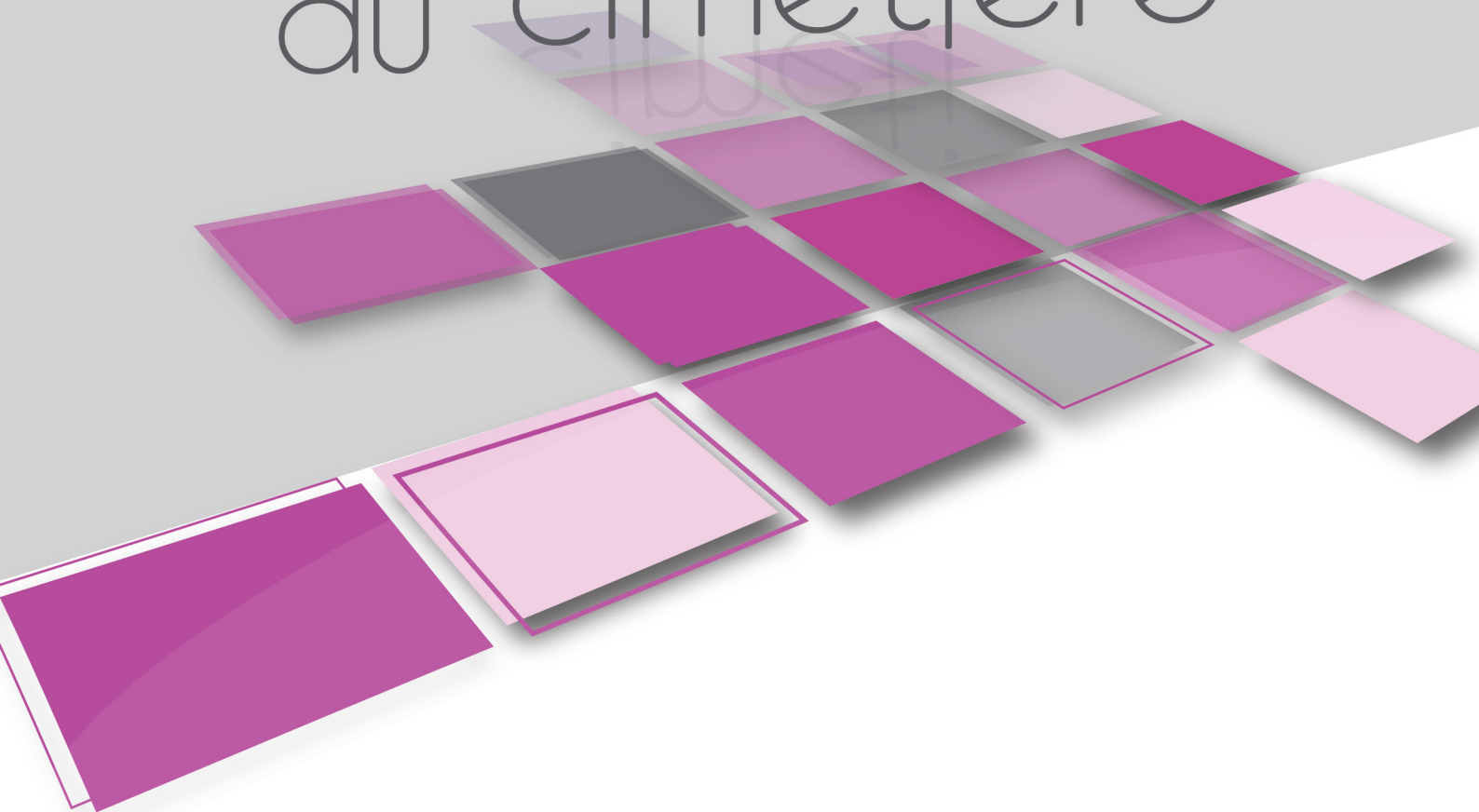


Ville de Dijon

RÈGLEMENT du cimetière



03 80 48 80 07
www.dijon.fr

Nous, maire de la commune de Dijon :

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2213-7 et suivants, L.2223-1 et suivants, R.2213-2 à R.2213-57 et R.2223-1 à R.2223-98,

Vu la loi 93-23 du 8 janvier 1993 et ses décrets consécutifs,

Vu le Code civil notamment les articles 78 et suivants,

Vu le Code pénal notamment les articles 225-17 et 18, 433-21-1 et 433-22 et R.645-6,

Vu le Code de la construction et de l'habitation article L.511-4-1,

Vu l'arrêté en date du 16 décembre 1996,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 juin 2011 approuvant le présent règlement,

Vu les délibérations du conseil municipal sur les durées et les tarifs des concessions,

Considérant :

* Qu'il convient de prendre des mesures de police destinées à assurer le déroulement des funérailles dans les meilleures conditions d'ordre et de décence.

* Qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures imposées par la sécurité et par la salubrité publique tout en donnant au cimetière de la commune le caractère de recueillement de sérénité et d'harmonie qui sied à ce lieu.

* Qu'il y a lieu d'adapter le règlement général du cimetière de la commune à la réglementation et de le mettre en conformité avec les décisions municipales.

Arrêtons

Chapitre I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} - Désignation du cimetière

Seule la commune est habilitée à gérer le cimetière.

Le cimetière suivant est affecté aux inhumations des personnes décédées à l'exclusion de tout animal incinéré ou non : cimetière des Péjoces.

Article 2 - Destination

La sépulture dans le cimetière communal est due :

- Aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile.
- Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées.
- Aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans le cimetière visé à l'article 1^{er} quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès.
- Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Le maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit ensevelie et inhumée décemment. Quand la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou quand celle-ci n'a ni parent, ni ami qui pourvoit à ses funérailles, le maire en assure les obsèques et l'inhumation, ou la crémation, à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Article 3 - Affectation des terrains

Le cimetière des Péjoces comprend :

- Les terrains communs affectés gratuitement pour 5 ans à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession.
- Les sépultures faisant l'objet d'un titre de concession pour l'inhumation de cercueils ou d'urnes dont les tarifs et les durées sont votés par le conseil municipal.
- Des cases de columbarium, des cavurnes et un espace de dispersion dénommé "jardin du souvenir".
- Les terrains communs affectés exclusivement à la sépulture des militaires de la garnison décédés en temps de paix.
- Les terrains réservés aux sépultures perpétuelles des militaires dont l'acte de décès porte la mention "mort pour la France" et des enfants dijonnais "morts pour la France".

- Les terrains affectés à la sépulture des victimes du devoir (pompiers, agents de police) décédés dans l'accomplissement d'un service commandé dans l'intérêt public.
- Les terrains où sont regroupés de fait, les personnes de confession israélite.
- Les terrains où l'orientation des sépultures convient, entre autre, à l'inhumation de personnes de confession musulmane (depuis 2005).

Article 4 – Choix de l'emplacement

Les personnes ayant qualité pour obtenir une concession au cimetière des Péjoces pourront choisir un emplacement en secteur traditionnel ou paysager. Toutefois, ce choix sera fonction de la disponibilité des terrains. Lorsqu'une concession sera accordée en terrain vierge, l'emplacement sera concédé à la suite du dernier emplacement attribué, de même pour les emplacements de deux unités (2 mètres x 2 mètres) qui ne sont disponibles que dans certaines parties du cimetière. Pour les autres polygones, dans la mesure du possible, l'administration du cimetière pourra, à la demande de l'acquéreur, concéder l'emplacement le plus proche d'une sépulture de famille.

Chapitre II - AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DU CIMETIÈRE

Article 5 – Aménagement du cimetière

Le cimetière est divisé en polygones affectés chacun à un mode d'inhumation.

Article 6 – Localisation des sépultures

Pour la localisation des sépultures, il est nécessaire de définir :

1/Le polygone, 2/ Le numéro de la tombe

Article 7 – Registres informatiques

Des registres et des fichiers informatiques sont constamment tenus à jour par le service, mentionnant pour chaque sépulture, les noms, les prénoms et le domicile du concessionnaire ou ayant droit, le polygone, le numéro de la tombe, la date du décès, la date de l'acquisition, la durée et le numéro de concession et dans la mesure du possible tous les renseignements concernant le genre de sépulture et d'inhumation dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si la concession a été prévue pour recevoir plusieurs corps, le nombre de places occupées et de places disponibles sera également noté sur les supports susmentionnés après chaque inhumation ainsi que le mouvement des opérations funéraires exécutées dans les concessions au cours de leur durée.

Chapitre III - MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR ET DE SURVEILLANCE DU CIMETIÈRE

Article 8 – Heures d'ouverture et de fermeture

Les bureaux du conservateur et du service décès / inhumations sont ouverts au public, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 (de 8h00 à 9h30 pour les entreprises et les renseignements téléphoniques) et de 13h15 à 17h00. La conservation est ouverte exceptionnellement durant les fêtes de la Toussaint et des Rameaux.

Le son d'une cloche annoncera une demi-heure à l'avance la fermeture. Dès cet avertissement, il est expressément interdit de pénétrer dans le cimetière. Les personnes qui se trouveront à l'intérieur du cimetière aux heures extrêmes fixées ci-dessus devront en ressortir dans le délai maximum d'une demi-heure (c'est-à-dire selon les saisons 18h30 et 17h30).

Le bureau des gardes est ouvert en permanence durant les heures d'ouverture du cimetière.

En cas de forte tempête, le maire pourra prendre la décision de procéder à la fermeture du cimetière afin d'assurer la sécurité des personnes.

Les inhumations, sauf celles ordonnées exceptionnellement par l'autorité de justice, auront lieu du lundi au vendredi :

- Du 15 mars au 2 novembre de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
- Du 3 novembre au 14 mars de 9h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30
- Les samedis de 8h30 à 12h00

Les inhumations qui n'auraient pu être réalisées en raison de l'arrivée tardive d'un convoi en fin d'après-midi (en fonction des saisons avant 16h30 ou avant 17h30) seront reportées au lendemain matin. Le cercueil sera déposé au caveau provisoire en attente d'inhumation définitive.

Article 9 – Respect de la décence

L'entrée du cimetière sera interdite aux personnes ivres, aux marchands ambulants, aux enfants de moins de 14 ans non accompagnés, aux animaux même tenus en laisse à l'exception de ceux accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité. Les adultes sont responsables du comportement des enfants qu'ils accompagnent. Les cris, les chants (sauf en hommage funèbre), les conversations bruyantes, les disputes sont interdits à l'intérieur du cimetière.

Les personnes admises dans le cimetière ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient les dispositions du règlement seront expulsés par la police sans préjudice des poursuites de droit. La discrétion est exigée pour tout utilisateur du téléphone portable dans l'enceinte du cimetière.

Article 10 – Interdictions diverses

Seuls les affichages légaux seront autorisés.

Il est expressément interdit :

- D'apposer des affiches, des tableaux ou d'autres signes d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs du cimetière ainsi qu'à l'intérieur du cimetière.
- D'escalader les murs de clôture, les grilles des sépultures, de fouler les terrains servant de sépultures, de monter sur les monuments et les pierres tombales, de couper ou d'arracher des fleurs et des plantes sur les tombeaux d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures.
- D'enlever, de déplacer ou de toucher les objets déposés sur les tombes.
- De déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage.
- De récupérer dans les caisses à déchets, les fleurs ou les objets qui ont été abandonnés.
- D'y jouer.
- D'y pratiquer toutes activités sportives (roller, jogging, vélo, etc.).
- De photographier ou de filmer les monuments et les opérations funéraires sans l'autorisation de l'administration municipale et/ou du concessionnaire ou de ses ayants droit.
- De planter en pleine terre toutes plantes arbustives et conifères.
- De nourrir les animaux qui peuplent le cimetière.

Toute personne en contravention avec une ou des dispositions du présent article sera reconduite à la sortie du cimetière par un garde et sera passible des sanctions prévues par le Code pénal pour infraction aux arrêtés municipaux. Elle pourra se voir également interdire l'accès au cimetière.

Article 11 – Offres de services

Nul ne pourra faire à l'intérieur du cimetière une offre de services, remise de cartes ou d'adresses aux visiteurs ou aux personnes suivant les convois.

Article 12 – Vols

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols et des dégradations qui seraient commis au préjudice des familles. De la sorte, il est déconseillé aux familles de déposer dans l'enceinte du cimetière des objets susceptibles de tenter la cupidité. La victime devra déposer une plainte auprès de la police.

Article 13 – Circulation à l'intérieur du cimetière

La circulation de tout véhicule (automobiles, bicyclettes même tenues à la main, motocyclettes) est rigoureusement interdite dans le cimetière à l'exception :

- Des fourgons funéraires.
- Des véhicules des services techniques communaux et du personnel du cimetière.
- Des véhicules de sociétés de pompes funèbres, des fleuristes et des marbriers.
- Des véhicules de sociétés chargées des creusements et de l'entretien du cimetière.

Toutefois des autorisations individuelles, renouvelables chaque année, pourront être accordées par l'administration municipale, pour les matinées du lundi au samedi, aux personnes qui, en raison de leur âge (75 ans minimum) ou de leur état de santé (présentation d'un certificat médical), désirent accéder en voiture à la sépulture de famille. Les titulaires de ces autorisations individuelles devront à chaque entrée arrêter leur véhicule auprès du bureau de la conservation et produire leur autorisation au garde. Cette autorisation n'aura pas de validité ni les jours de fête, ni les jours fériés, ni les jours aux horaires de fonctionnement du minibus à l'intérieur du cimetière (fête des Rameaux et de la Toussaint). L'accès des véhicules au cimetière est autorisé jusqu'à 12h.

Tous les véhicules circulant dans l'enceinte du cimetière au titre de cette autorisation devront ressortir par l'entrée principale du cimetière, côté rue d'Auxonne, avant 12h30. Toute infraction au règlement entraînera le retrait définitif de l'autorisation.

Le code de la route est applicable dans l'enceinte du cimetière. Par mesure de sécurité, les véhicules admis à pénétrer dans le cimetière ne dépasseront pas la vitesse limite de 20 km/h.

Article 14 – Abords du cimetière

Il est interdit à tout véhicule de stationner ailleurs qu'aux emplacements aménagés à cet effet. Le stationnement longue durée des forains et des gens du voyage est interdit aux abords du cimetière et sur les parkings.

Chapitre IV - CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS

Article 15 – Autorisation

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation du maire de la commune d'inhumation. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu son inhumation.

Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées à l'article R.645-6 du Code pénal.

Article 16 – Délai

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une infection transmissible, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

Article 17 – Autorisation d'inhumation

Le conservateur du cimetière ou l'un des gardes devra, à l'entrée du convoi, exiger l'autorisation d'inhumer et pourra vérifier l'habilitation préfectorale funéraire.

Article 18 – Ouverture des caveaux/creusement de fosses

L'ouverture des caveaux ou le creusement de fosses sera effectué au moins le matin pour une inhumation l'après-midi ou la veille pour une inhumation le lendemain matin avant l'inhumation afin que si quelque travail de maçonnerie ou autre analogue était jugé nécessaire, il puisse être exécuté en temps utile par les soins de la famille ou par son entreprise. La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte mais bouchée par des plaques de ciment ou des panneaux de bois capables de supporter le poids d'un homme jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation.

Chapitre V - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SÉPULTURES EN TERRAIN COMMUN

Article 19 – Emplacement

Les inhumations en terrain commun auront lieu dans le polygone 32, pré-équipé de caveaux autonomes. L'utilisation des caveaux autonomes se fera dans un ordre régulier désigné par le conservateur. Chaque caveau ne devra recevoir

qu'un seul corps, enfermé dans un cercueil de bois. Toutefois, un enfant sans vie ou un enfant né non viable pourra être inhumé dans le même cercueil que sa mère. Dans le cas où la famille du défunt refuserait l'inhumation en caveau ventilé, l'administration du cimetière pourra fournir un emplacement autorisant une inhumation en pleine terre.

Article 20 – Dimensions des emplacements en caveaux ventilés

Adulte : 2,35 mètres x 0,95 mètre / hauteur 0.70 mètre

Enfant : 1,35 mètres x 0,95 mètre

Dimensions de l'ouverture : longueur 2,03 mètres, largeur 0,83 mètre

Article 21 – Cas d'épidémies

En cas d'épidémies ou de toute autre catastrophe qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, les inhumations auront lieu en tranchées dans des polygones prévus à cet effet, pendant une période déterminée, sur une profondeur de 1,50 mètre. Les cercueils devront être séparés de 0,20 mètre au minimum.

Article 22 – Cercueil hermétique

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite dans le terrain commun et les terrains concédés, exception faite des cas particuliers suivant la législation en vigueur.

Article 23 – Dispositions particulières

Tout particulier peut, sans autorisation, faire placer sur la fosse d'un parent ou d'un ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture. La plantation d'arbres ou d'arbustes est interdite dans les carrés communs.

La commune se charge de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Article 24 – Gestion des terrains communs

À l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun. Les sépultures ne pourront pas faire l'objet d'une reprise avant que le délai de 5 ans au minimum ne soit écoulé. Pendant la durée des 5 ans, la famille pourra acquérir une concession pour une des durées votées par le conseil municipal.

Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration municipale auprès des familles des personnes inhumées. La décision de reprise est portée à la connaissance du public par voie d'affichage.

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois, à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires, les monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures.

Article 25 – Reprise du terrain commun

À l'expiration du délai prescrit par l'arrêté de reprise, l'administration municipale procèdera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires, des monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

L'administration municipale prendra définitivement possession des matériaux non réclamés qui deviendront irrévocablement propriété de la ville qui pourra procéder à leur destruction.

Article 26 – Engazonnement

Les familles peuvent continuer à se recueillir sur les tombes de leurs défunts situées en terrains communs engazonnés, celles-ci ayant été préalablement individualisées par un procédé laissé à l'initiative de l'administration communale. Tout particulier peut, sans autorisation, faire placer sur la fosse d'un parent ou d'un ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture sur les terrains engazonnés.

Article 27 – Destination des restes mortels

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse et au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelle ou par rangée d'inhumation. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans les tombes seront déposés avec soin dans un reliquaire identifié pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage. Un registre spécial ossuaire mentionnera l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire. Les débris de cercueils seront incinérés.

En référence à l'article L. 2223-4 du Code général des collectivités territoriales, "le maire peut également faire procéder à la crémation des restes exhumés en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt".

Chapitre VI - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

Article 28 – Acquisition

Les familles désirant obtenir une concession funéraire au cimetière des Péjoces devront s'adresser exclusivement au bureau de la conservation du cimetière des Péjoces. Aucune entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres ne pourra effectuer la démarche pour

le compte d'une famille sauf les cas qu'il appartiendra à l'administration communale de juger. Il est rappelé que seule la commune peut attribuer les concessions funéraires.

Compte-tenu de la nature particulière du contrat de concession conclu entre la commune et les concessionnaires, il n'appartient pas aux opérateurs funéraires de se substituer aux familles pour l'acquisition et pour le paiement d'une concession funéraire, la délivrance de titres de concession n'appartenant qu'aux communes.

Article 29 – Droits de concession

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

La somme correspondante pourra être acquittée en espèces, par chèque libellé à l'ordre de la trésorerie principale municipale ou par carte bancaire.

Article 30 – Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance.

Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation ou que de servir de lieu de souvenir. Peuvent être inhumés dans une concession familiale, le concessionnaire, ses ascendants ou ses descendants, ses alliés et ses collatéraux.

Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession, certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance à l'exception des animaux. Étant entendu que le concessionnaire est le régulateur du droit à inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant. Tout changement de la nature de la concession entraîne la rédaction d'un titre de substitution délivré par le service de l'état civil de la ville.

Les familles ont le choix entre :

Concession individuelle : pour la personne expressément désignée

Concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit

Concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ou plusieurs ayants droit direct.

Le concessionnaire ne peut faire effectuer des travaux de creusement, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement et sous réserve d'en avertir préalablement le maire pour que les états des lieux avant et après travaux soient effectués.

Aux termes de l'article L.2223-13 du Code général des collectivités territoriales, les concessions funéraires sont accordées aux familles lorsque l'étendue du cimetière le permet.

Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux jours et heures d'ouverture du cimetière au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

Article 31 – Types de concessions

Les différents types de concessions sont les suivants :

- Concessions temporaires dont la durée est fixée à 15 ans.
- Concessions trentenaires (30 ans).
- Concessions cinquantenaires (50 ans).
- Concessions perpétuelles.
- Concessions de cases de columbarium (15 ans, 30 ans et 50 ans).
- Concessions en cavurnes ou en sépultures cinéraires (15 ans, 30 ans et 50 ans).

Article 32 – Renouvellement

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le renouvellement pourra être opéré au plus tôt dans l'année d'expiration. Le concessionnaire ou ses ayants droit pourront encore user de leur droit de renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans, le contrat repartira de la date d'échéance et le tarif appliqué sera celui de la date initiale d'échéance du contrat. Passé ce délai, la concession fait retour à la ville, après constat de 5 ans minimum d'inhumation pour le dernier corps. La commune pourra procéder aussitôt à un autre contrat dès lors que les constructions auront été retirées et les corps exhumés et déposés en reliquaire identifié pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage. Un registre spécial ossuaire mentionnera l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire. Les débris de cercueil seront incinérés. En référence à l'article L.2223-4 du Code général des collectivités territoriales, "le maire peut également faire procéder à la crémation des restes exhumés en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt". Par ailleurs, le renouvellement sera demandé pour une inhumation dans la concession dans les 5 dernières années de sa durée. Le renouvellement prendra effet à la date d'expiration de la période précédente, au tarif en vigueur au moment du renouvellement. Si la concession était initialement créée par le concessionnaire comme familiale, elle le restera en indivision même au moment du renouvellement. Le renouvellement n'ouvre pas droit au payeur de devenir concessionnaire.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif d'amélioration du cimetière. Dans ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la ville.

Article 33 – Conversion et échange de concessions

Les concessions d'une durée de 15, 30 et 50 ans peuvent être converties pendant leurs durées respectives en concessions d'une durée supérieure. Le prix à payer sera obtenu en défalquant du nouveau tarif une somme égale à la valeur calculée sur le prix d'acquisition de la concession convertie compte tenu du temps restant encore à courir jusqu'à son expiration. Un concessionnaire ne pourra pas être admis à rétrocéder à la ville de Dijon contre remboursement sa concession avant échéance de renouvellement. Toutes les concessions peuvent néanmoins être rétrocédées mais uniquement à titre gratuit à la condition qu'elle soient libres de tout corps (cercueil, reliquaire, cavurne).

Un concessionnaire pourra être admis à demander un échange de son emplacement par un autre à condition qu'il soit de même nature.

Article 34 – Transmission, affectation spéciale

Les concessions ne sont susceptibles d'être transmises que par voie de succession ou de donation entre ayants droit. La donation doit faire l'objet d'un titre de substitution. Toute cession qui en serait faite par vente ou toute autre espèce de transaction, en tout ou partie, à des personnes étrangères à la famille est déclarée nulle et de nul effet.

La jurisprudence accepte la donation à un tiers si la concession n'a jamais été occupée. Dans tous les cas, la donation n'est possible que par le concessionnaire créateur.

Chapitre VII - CAVEAUX ET MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

Article 35 – Construction

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une déclaration préalable de situation de travaux à l'administration municipale. Les caveaux hors sol seront interdits.

Construction de caveaux sur place

Pour des raisons de sécurité, de salubrité ainsi que pour permettre le déroulement des opérations d'inhumation dans les meilleures conditions de décence,

les caveaux coulés sur place par les marbriers ou les entrepreneurs devront répondre aux normes ci-dessous :

- Construction en béton armé uniquement.
- Murs d'épaisseur moyenne de 0,15 mètre.
- Dimensions extérieures d'une case au niveau du sol : largeur maximale 1,15 mètre (2,15 mètres pour les caveaux doubles sur concession deux unités) et longueur maximale 2,45 mètres.
- Hauteur intérieure minimale d'une case 0,50 mètre.
- Ouverture du caveau par le dessus uniquement, au minimum 0,80 mètre de large sur 1,60 mètre.
- Toute case occupée devra être hermétiquement close au moyen de dalles scellées au ciment.
- La case sanitaire obligatoire présentera une hauteur minimale de 0,70 mètre.
- Bien qu'elles doivent toujours être scellées au ciment, les dalles recouvrant au niveau du sol le vide sanitaire du caveau ne peuvent être admises comme fermeture suffisante.
- Une tolérance d'aération entre la pierre tombale et le soubassement pourra être admise lors de la construction du mausolée.

Caveaux préfabriqués

La mise en place de caveaux préfabriqués est autorisée sous réserve que ceux-ci répondent aux normes suivantes :

- Longueur intérieure minimale : 2,15 mètres
 - Largeur intérieure minimale : 0,82 mètre (1,48 mètre pour les caveaux doubles)
 - Hauteur intérieure minimale d'une case : 0,50 mètre
 - Vide sanitaire : 0,70 mètre minimum
 - L'ouverture du caveau aura au minimum 0,70 mètre de large sur 1,60 mètre
- Pour les caveaux doubles, préfabriqués ou non, la cloison centrale se montera au fur et à mesure de l'occupation des cases et les plaques recouvrant chacun des cercueils seront hermétiquement scellées au ciment pur.

Caveaux autonomes

Compte-tenu de la nature géologique du sous-sol du cimetière, l'emploi de caveaux autonomes peut être rendu obligatoire par décision du maire pour le rendre apte à la fonction de cimetière.

Article 36 – Choix des matériaux

Afin d'assurer la sécurité et la conservation des édifices, les pierres tombales et les stèles seront réalisées en matériaux naturels tels que pierre dure, marbre, granit ou en matériaux inaltérables et éventuellement béton moulé.

Pour les projets spéciaux (monuments dont la hauteur excéderait la longueur de la concession ou dont la hauteur serait disproportionnée par rapport à la base ou monuments qui rendraient impossible toutes inhumations futures), les concessionnaires devront soumettre à l'administration municipale leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé, ni présenter un danger quelconque pour les usagers. L'administration municipale se réserve le droit d'interdire la construction d'un monument si elle juge l'édifice dangereux pour la sécurité des usagers.

Tous les monuments qui ne surmonteront pas un caveau ou une fosse murée devront obligatoirement être placés sur une ceinture de béton destinée à pallier le tassement inégal du sol et les risques d'éboulement à l'ouverture.

Les monuments neufs y compris les stèles posées seules seront munis de ce dispositif dès leur première installation.

Les monuments anciens en seront munis lors de la repose du monument suivant la première opération pratiquée dans la concession considérée.

Pour permettre le passage des cercueils et aussi ne pas excéder les dimensions du terrain concédé, les ouvertures intérieures des ceintures de béton devront présenter :

Niveau supérieur : 1,80 mètre x 0,80 mètre

Niveau inférieur : 2,00 mètres x 0,90 mètre

Les dimensions extérieures seront de 2,40 mètres x 1,40 mètre.

La hauteur de la ceinture de béton, qui ne devra pas s'élever au-dessus du niveau définitif de l'allée de pied, devra être de 0,50 mètre au minimum.

Article 37 – Obligations

Les concessionnaires ou leurs entrepreneurs qui veulent construire un caveau, une ceinture béton ou un monument doivent :

- Déposer au bureau de la conservation du cimetière une déclaration préalable de travaux signée par le demandeur et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter.
- Demander l'alignement et la délimitation de l'emplacement au conservateur du cimetière.

- Faire procéder à un état des lieux avant et après travaux par le personnel du cimetière compétent en la matière.

Chapitre VIII - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CAVEAUX ET AUX MONUMENTS

Article 38 – Contrôle des travaux et conformité

L'administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines. Elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers. Ces derniers pourront en poursuivre la répartition des responsabilités conformément aux règles de droit commun.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou les constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents municipaux même postérieurement à l'exécution des travaux. Dans le cas où malgré les indications et les injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui seront données, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration municipale pourra faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être continués que lorsque le terrain usurpé aura été restitué. Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera aux frais du contrevenant.

Article 39 – Protection des chantiers

Les creusements d'ouvrages et de monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourés de barrières ou défendus au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Les travaux seront exécutés de manière à ne pas compromettre la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Article 40 – Protection des tombes voisines au chantier

Aucun dépôt, même momentané, de terres, matériaux, de revêtements et d'autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines ou les allées. La profanation de sépultures ne concernera que la sépulture proprement dite et non pas les allées. Les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux. Il est interdit, sous aucun prétexte même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées ou sans l'agrément du conservateur.

Article 41 – Conditions de l'exécution des travaux sur le chantier

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravats, les pierres devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure qu'ils se produiront, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction. Après l'achèvement des travaux, dont le conservateur du cimetière devra être avisé, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises aux allées ou aux plantations. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués aux frais des entrepreneurs sommés.

Article 42 – Entretien des concessions

Les terrains ayant fait l'objet de concession seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. En cas de non-respect de ce règlement le concessionnaire s'expose au risque de contravention et le maire se réserve la faculté d'intervenir d'office en cas d'urgence et dans l'intérêt de la sauvegarde de l'ordre public, de la sécurité et de la salubrité du cimetière.

Article 43 – Réparation des monuments menaçant ruine

Le maire pourra prescrire la réparation ou la démolition des monuments funéraires lorsqu'ils menacent ruine et qu'ils pourraient, par leur effondrement, compromettre la sécurité ou lorsque, d'une façon générale, ils n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité publique.

Le maire, à l'issue d'une procédure contradictoire, met les personnes titulaires de la concession en demeure, de faire, dans un délai déterminé, les réparations nécessaires pour mettre fin durablement au danger ou les travaux de démolition, ainsi que s'il y a lieu, de prendre les mesures indispensables pour préserver les monuments mitoyens. À défaut de réalisation des travaux dans le délai imparti, le maire, par décision motivée, fait procéder d'office à leur exécution. Lorsque la commune se substitue aux personnes titulaires de la concession défaillantes et fait usage des pouvoirs d'exécution d'office qui lui sont reconnus, elle agit en lieu et place, pour leur compte et à leurs frais. Les frais de toute nature, avancés par la commune lorsqu'elle s'est substituée aux personnes titulaires de la concession défaillantes, sont recouvrés comme en matière de contributions directes.

Article 44 – Plantations

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé. Si elles devaient excéder ces limites ou venaient à présenter un caractère dangereux pour les concessions voisines ou pour la sécurité publique

ou une gêne pour la libre circulation, le conservateur inviterait les concessionnaires à procéder d'urgence aux mesures nécessaires (élagage ou enlèvement). Par ailleurs, s'il se trouve qu'un arbre ou un arbuste important existe sur une tombe à ouvrir ou sur une sépulture voisine et qui gênerait une opération d'inhumation ou d'exhumation, le concessionnaire devra prendre toutes dispositions utiles pour le faire enlever avant que les fossoyeurs ne commencent les fouilles. En cas de non-respect de ce règlement, le concessionnaire s'expose au risque de contravention. Le maire se réserve la faculté d'intervenir d'office en cas d'urgence et dans l'intérêt de la sauvegarde de l'ordre public, de la sécurité et de la salubrité du cimetière.

Chapitre IX - OBLIGATIONS PARTICULIÈRES AUX ENTREPRENEURS

Article 45 - Contrôle des travaux et conformité

Afin d'obtenir la localisation exacte de la sépulture où doivent avoir lieu des travaux, l'entrepreneur devra se présenter au bureau de la conservation, porteur de la déclaration préalable de travaux dûment signée par le concessionnaire ou ses ayants droit et par lui-même ou muni d'un pouvoir signé du concessionnaire ou d'un ayant droit. Les concessionnaires ou les constructeurs demeurent responsables de tous dommages résultant des travaux.

Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement et entouré de bastings ou de boisages pour consolider les bords au moment de l'inhumation afin d'assurer la solidité et la stabilité de l'ouvrage. Les familles ne pourront s'opposer à l'intervention de travaux sur les sépultures voisines lorsque toutes les protections auront été mises en place. L'administration communale se réserve le droit de refuser l'intervention d'une entreprise ayant précédemment commis des infractions au présent règlement et à la législation funéraire en vigueur.

Article 46 - Plan de travaux - indications

L'entrepreneur devra soumettre à l'administration municipale un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer indiquant les dimensions exactes de l'ouvrage, les matériaux utilisés et la durée prévue des travaux. Cette durée sera limitée à 6 jours, à compter du début constaté des travaux, sauf demande de suspension reçue et acceptée par l'administration municipale. Pour les travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Article 47 – Déroulement des travaux – contrôles

Les travaux ne pourront être commencés par un entrepreneur que lorsque la vérification de l'emplacement de la concession aura été effectuée par les gardes du cimetière ainsi que le constat portant sur l'état des sépultures environnantes et du domaine public. Le conservateur mentionnera sur un registre prévu à cet effet, la date de début des travaux et celle de leur achèvement ainsi que la durée d'une éventuelle suspension de ces travaux. En outre, la fin des travaux constatée sera consignée sur la déclaration préalable de travaux pour contrôle de conformité. Un état des lieux sera effectué avant et après les travaux.

Article 48 – Périodes

À l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux périodes suivantes :

- Dimanches et jours fériés.
- Tous travaux devront cesser lors d'un convoi funéraire à proximité.

Article 49 – Dépassement des limites

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le représentant de l'administration municipale. En cas de dépassement de ces limites et de ces usurpations au-dessus du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée. Elle sera au besoin requise par voies de droit ou effectuée aux frais de l'entrepreneur.

Article 50 – Inscriptions

Toute inscription ou gravure sur une sépulture devra être préalablement soumise à l'administration municipale. Ne sont admises de plein droit, sur les monuments ou sur les stèles que les gravures correspondantes aux noms et aux prénoms usuels du défunt, ses années de naissance et de décès.

Toute suppression de gravure notamment du concessionnaire initial ne pourra être effectuée sans l'autorisation du maire.

Un texte à graver en langue étrangère devra être traduit par un traducteur assermenté avant que le maire ne donne son autorisation.

Article 51 – Constructions gênantes

Toute construction additionnelle (jardinière, dalles de propriété...) reconnue gênante au titre du maintien de la sécurité, de la salubrité et de la décence du cimetière devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale, laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail de dépose.

Article 52 – Outils de levage

L'acheminement, la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et les outils de levage ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment mais sur un plancher de protection. Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et aux murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, des échelles ou tout autre instrument et généralement de leur causer aucune détérioration.

Article 53 – Comblement des excavations

À l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre (à l'exclusion de tout autre matériaux, tels que pierres, débris de maçonnerie, bois...) bien foulée et damée. En cas de fosse murée, il sera toléré la mise en place d'un mètre de mâchefer sur le dernier cercueil. Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

Article 54 – Nettoyage et propreté

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu commettre après les avoir fait constater par le conservateur du cimetière.

Les mortiers et le béton devront être portés dans des récipients (baquets, auges, brouettes, etc...) et ne jamais être laissés à même le sol. De même, le gâchage qui est toléré sur place ne sera exécuté que sur des aires provisoires (planches, tôles...). Il est interdit de déposer dans les allées, les sentiers, les entre-tombes, et sur les espaces verts ou les plates-bandes des outils ou des matériaux de construction. La remise en état éventuellement rendue nécessaire des parties communales, sera exécutée à la charge de l'entrepreneur.

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Article 55 – Dépose de monuments ou pierres tumulaires

À l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou les pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le conservateur du cimetière. Le dépôt de monument est interdit dans les allées.

Article 56 – Délai maximum de dépôt

Monuments posés sur ceinture préexistante

Pour les monuments édifiés sur ceinture de béton, qui n'auraient pas été remis en place dans un délai de deux mois suivant l'inhumation ou l'exhumation le conservateur avisera la personne responsable du dépôt, par lettre recommandée avec avis de réception, d'avoir à procéder à la remise en place du monument dans les plus brefs délais et de la mise en recouvrement, à dater du premier du quatrième mois et pour une période maximale de trois mois, de la redevance mensuelle pour occupation du domaine public forfaitaire, renouvelable et payable d'avance. Si à l'issue d'un délai de six mois calculé à compter du jour de dépôt, le monument n'a pas été remplacé, il sera considéré comme abandonné et pourra, soit être détruit, soit être réemployé, soit faire l'objet de vente.

Le conservateur avisera la personne responsable du dépôt de la reprise, qui va être effectuée un mois avant la date de la reprise, par lettre recommandée avec avis de réception.

Monuments posés à même le sol

Aucun dépôt gratuit de monument ne pourra excéder six mois à compter de la date d'enlèvement préalable à la construction d'un caveau, d'une fosse murée ou d'une ceinture. Si passée une période de quatre mois, le monument n'est pas remplacé, le conservateur avisera la personne responsable du dépôt, par lettre recommandée avec avis de réception, d'avoir à procéder à la remise en place du dit monument dans les plus brefs délais et de la mise en recouvrement, à dater du premier jour du septième mois et pour une période maximum de six mois, de la redevance pour occupation du domaine public, forfaitaire, renouvelable et payable d'avance dont le taux est fixé par le conseil municipal.

Si à l'issue d'un délai de douze mois calculé à compter du jour de dépôt, le monument n'a pas été remplacé, il sera considéré comme abandonné et pourra, soit être détruit, soit réemployé, soit faire l'objet de vente. Le conservateur avisera la personne responsable du dépôt de la reprise, qui va être effectuée un mois avant la date de la reprise, par lettre recommandée avec avis de réception.

À l'expiration des douze mois, le conservateur adressera au responsable du dépôt une troisième lettre recommandée avec avis de réception lui indiquant que le monument est devenu propriété de la ville.

Article 57 – Concessions entretenues aux frais de la ville

La ville entretient à ses frais certaines concessions. Il ne pourra s'agir que de concessions perpétuelles. Le bénéfice de cet entretien est accordé par le conseil municipal.

Chapitre X - RÈGLES APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES

Article 58 – Demande de caveaux provisoires

Les caveaux provisoires existants dans le cimetière de la ville peuvent recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans des sépultures non encore construites ou qui doivent être transportés hors de la ville.

Le dépôt des corps dans les caveaux provisoires ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet et avec une autorisation délivrée par le maire.

Article 59 – Conditions

Pour être admis en caveaux provisoires, les cercueils contenant les corps devront, selon les causes du décès et la durée du séjour réunir les conditions imposées par la législation en vigueur. Notamment tout corps d'une personne décédée depuis plus de 6 jours doit être déposé dans un cercueil hermétique conformément à l'article R.2213-26 du Code général des collectivités territoriales.

Au cas où des émanations de gaz seraient détectées, le maire, par mesure d'hygiène et de police, pourra prescrire la pose d'un cercueil hermétique avec filtres épurateurs ou l'inhumation provisoire aux frais des familles dans les terrains qui leur seraient destinés ou à défaut dans le terrain commun.

Article 60 – Enlèvement

L'enlèvement des cercueils placés dans ces caveaux provisoires ne pourra être effectué que dans les formes et les conditions prescrites pour les exhumations au-delà d'un délai de six jours.

Article 61 – Redevance municipale et délai

Tout cercueil placé dans les caveaux provisoires est assujéti à une taxe d'utilisation dont le montant est fixé par délibération du conseil municipal. Il est tenu, au bureau de la conservation du cimetière, un registre indiquant les entrées et les sorties des corps dont le dépôt aura été autorisé. La durée des dépôts en caveau provisoire ne peut excéder six mois. Au-delà, le maire pourra décider d'inhumer le cercueil d'office en terrain commun aux frais de la famille.

Article 62 – Ornementation

Tout dépôt de fleurs ou d'autres objets est rigoureusement interdit sur le sol à l'intérieur du caveau provisoire. Lors des inhumations, chaque famille pourra déposer dans le caveau une gerbe de son choix, celle-ci sera fixée au crochet prévu à cet effet. Toutes les autres fleurs naturelles seront placées sur la terrasse

surmontant l'édifice. Si l'objet, gerbe ou couronne, ou autre choisi par la famille pour être déposé à l'intérieur du caveau provisoire, est en matière durable, il devra porter une étiquette mentionnant soit le nom de la personne à laquelle il est dédié, soit le numéro de la case correspondante.

Chapitre XI - RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DU CIMETIÈRE

Article 63 – Organisation du service

Le personnel du cimetière se compose d'un conservateur, de son adjoint et de 6 gardes. Le conservateur exerce une surveillance générale sur l'ensemble du cimetière. Il assume la responsabilité directe de l'application du règlement en vue d'assurer les opérations funéraires dans les conditions de décence requises. Il veille en outre au respect de la police générale du cimetière.

Les gardes sont chargés :

- De procéder tous les jours à l'ouverture et à la fermeture des portes aux heures indiquées dans le présent règlement.
- D'accueillir le public et les entreprises aux heures d'ouverture du bureau des gardes du cimetière.
- De contrôler les entrées et les sorties du cimetière.
- De se trouver aux entrées du cimetière à l'arrivée des cortèges funèbres pour recevoir les documents nécessaires à l'inhumation et pour diriger le cortège au lieu où doit s'effectuer l'inhumation.
- De fournir les renseignements principaux au public relatif au cimetière et de tenir à la disposition du public un registre dans lequel les visiteurs pourront librement inscrire les réclamations ou les observations qui leur paraîtront utiles.
- De la surveillance des travaux effectués dans le cimetière.
- De procéder à la vérification des différentes taxes municipales.
- De faire appliquer la police des cimetières et d'exercer une surveillance active à l'intérieur du cimetière, d'empêcher les vols et les dégradations d'objets placés sur les tombes.
- D'informer, sans délai de tout incident qui se produirait au cimetière et de toutes infractions constatées.

Le service des espaces verts est chargé de l'entretien des terrains et des plantations sur le domaine public.

Article 64 – Obligations du personnel du cimetière

Il est interdit à tous les agents municipaux appelés à travailler dans le cimetière sous peine de sanction disciplinaire et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- De s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funéraires ou dans le commerce de tous objets participant à l'entretien ou l'ornementation des tombes.
- De s'approprier tout matériau ou tout objet provenant de concessions expirées ou non.
- De solliciter des familles ou des entreprises pour toute gratification, pour-boire ou rétribution quelconque. L'agent qui ne respecterait pas ces consignes serait passible de sanctions pénales.
- De tenir toute conversation ou adopter toute attitude ou tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer les tiers.

Article 65 – Registre des réclamations

Des registres spéciaux destinés à recevoir les réclamations et les observations seront constamment tenus à la disposition des familles au cimetière de la ville. Toute personne a le droit d'y consigner ou faire consigner des plaintes et des observations concernant tant le service du cimetière que celui des entreprises des pompes funèbres. Pour qu'il y soit donné suite, les réclamations devront être signées lisiblement et indiquer l'adresse de leur auteur. Il ne sera pas tenu compte des plaintes anonymes. Les réclamations devront être transmises le jour même par les agents à leur responsable.

Chapitre XII - RÈGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

Article 66 – Demande d'exhumation

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées, par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation du maire.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs liés à la sauvegarde du bon ordre du cimetière, de la décence ou de la salubrité publique.

En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt avec l'accord écrit de tous les membres de la famille. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux compétents. Les demandes d'exhumation seront transmises au bureau du cimetière qui sera chargé, aux conditions

ci-après, d'assurer l'exécution des opérations. La même procédure d'exhumation sera applicable pour une urne scellée sur un monument funéraire, lors de travaux ou d'ouverture de sépulture, l'urne sera déposée au caveau provisoire pendant toute la durée des travaux ou d'ouverture de tombe.

Article 67 – Exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations doivent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public en présence des personnes ayant qualité pour y assister, c'est-à-dire la famille ou son mandataire, sous la surveillance du personnel du cimetière et en présence du commissaire de police ou de son représentant.

Lorsque l'exhumation est motivée par le transfert du corps dans le cimetière d'une autre commune et en règle générale chaque fois qu'elle s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

Cet enlèvement sera justifié par une déclaration de l'entreprise chargée du travail, cette déclaration étant contresignée d'un agent du cimetière et devant être produite au plus tard 48 heures avant le jour prévu pour l'exhumation.

Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations et pour des questions de salubrité publique et réglementaires. En cas d'absence de la famille ou de son mandataire, l'exhumation ne se fera pas mais les vacations de police seront à verser au trésor public.

Article 68 – Mesures d'hygiène

Les employeurs veilleront à ce que leurs employés officient dans de parfaites conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité.

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition par leur employeur (vêtements, masques, gants, produits de désinfection...) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène.

Les cercueils avant d'être manipulés et les extraits des fosses seront arrosés au moins une heure avant avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Les bois de cercueils seront incinérés. Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée. Un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession et sera placé dans l'ossuaire prévu à cet effet ou ré-inhumés pour une durée minimale de 5 ans ou les restes seront crématisés. Le reliquaire doit être en bois ou aggloméré de bois mais en aucun cas en matière plastique, le reliquaire étant un cercueil de

dimension appropriée donc biodégradable.

Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé avec les ossements dans le reliquaire. Des scellés seront posés sur ce reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation. Un registre spécial ossuaire fait état de l'ensemble des coordonnées de la sépulture.

Article 69 – Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre d'un cimetière devra être effectué dans le plus grand respect avec les moyens adéquats. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

Article 70 – Ouverture des cercueils

Si au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de 5 ans depuis la date de décès et seulement après autorisation de l'administration municipale.

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil voire dans un reliquaire.

Article 71 – Exhumations et ré-inhumations

Aucune exhumation de concession individuelle, familiale ou collective ne sera autorisée suite à la demande d'un ou des ayants droit dont la seule motivation serait de récupérer des emplacements dans la sépulture en demandant de déposer les restes mortels à l'ossuaire communal.

Article 72 – Taxes municipales

Les taxes municipales perçues pour les opérations susmentionnées sont fixées par délibération du conseil municipal. Certaines de ces opérations requièrent la présence d'un commissaire de police ou de son représentant et ouvrent droit au bénéfice de ce dernier à vacation, en fonction du taux fixé par le maire après avis du conseil municipal.

Article 73 – Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données. Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

Article 74 – Ossuaire

Sont affectés à perpétuité dans l'enceinte du cimetière des ossuaires destinés à recevoir avec décence et respect en reliquaire identifié, tous les ossements des

sépultures ayant fait l'objet de reprises administratives. Un registre ossuaire est tenu au cimetière à la disposition du public sur lequel sont inscrites toutes les références concernant l'identité des défunts.

Chapitre XIII - RÈGLES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE RÉUNION DE CORPS

Article 75 - Autorisation

La réunion de corps à l'état d'ossements dans les caveaux ne pourra être faite, qu'après autorisation du maire, sur la demande du plus proche parent avec l'accord écrit de tous les membres de la famille et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toute autre ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Article 76 - Délais et conditions

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance et législatives, la réunion des corps ne sera autorisée que 5 années après la dernière inhumation de ces corps à la condition qu'ils soient à l'état d'ossements.

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et les conditions prescrites pour les exhumations.

Chapitre XIV - RÈGLES APPLICABLES À L'ESPACE CINÉRAIRE DU CIMETIÈRE (columbarium, concessions cinéraires et jardin du souvenir)

Article 77 - Équipements

Des columbariums, des cavurnes et un jardin du souvenir sont mis à disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes et d'y répandre les cendres. Toutefois, si une famille souhaite faire procéder au scellement d'une urne funéraire sur le monument de sa concession ou l'inhumer dans sa concession, elle devra en faire la demande par écrit au bureau du cimetière.

Article 78 - Acquisition

Les conditions de renouvellement, de conversion et de reprise des cases et des cavurnes sont identiques à celles énumérées aux articles précédents relatifs aux concessions traditionnelles.

Les tarifs correspondants sont fixés par délibération du conseil municipal.

Article 79 – Autorisation

L'ouverture et la fermeture des cases du columbarium et des cavurnes seront réalisées par les entreprises de marbrerie ou de pompes funèbres après accord préalable de l'administration municipale.

Seuls les noms de famille ou les noms et les prénoms usuels ainsi que les années de naissance et de décès seront admis de plein droit sur la case ou sur la cavurne concédée.

En ce qui concerne les ornements artificiels ainsi que le dépôt de fleurs : pour le columbarium situé le long du mur à la porte nord du cimetière, en raison de l'exiguïté des lieux ainsi que des risques de chutes des objets qui y seraient déposés, les ornements artificiels et le dépôt de fleurs sont autorisés, sous réserve d'être scellés sur la porte de la case de columbarium. Aucun dépôt n'est accepté sur le domaine public. Seule une gerbe ou un pot de fleurs naturelles sera toléré au moment de l'inhumation.

Pour les columbariums COLZ, COLY, COLX et COLV, les dépôts de fleurs pourront se faire sur la dalle recouvrant le mur à l'aplomb de la case concernée. Ils ne seront tolérés au sol que lors d'une inhumation et ce pour une période n'excédant pas deux semaines. Dans les jardins cinéraires, les objets destinés à honorer la mémoire des défunts ne pourront être déposés que sur la plaque recouvrant la case individuelle. Aucun dépôt n'est accepté sur le domaine public.

Article 80 – Déplacement d'urnes

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium ou de la sépulture où elles sont inhumées sans une autorisation de l'administration municipale. Cette autorisation doit être demandée par écrit.

Article 81 – Jardin du souvenir

Un jardin du souvenir est prévu pour la dispersion des cendres à l'attention des personnes qui en ont manifesté la volonté. Il est entretenu et décoré par les soins de la ville. Un espace est réservé aux dépôts de fleurs. Les cendres sont dispersées, après autorisation de l'administration municipale et sous sa surveillance et uniquement par le personnel d'un opérateur funéraire ou de la famille elle-même.

Aucune dispersion ailleurs qu'à l'espace de dispersion ne sera tolérée sous peine de poursuite de droit. En cas de conditions atmosphériques défavorables (vent de forte amplitude) le garde pourra décider de reporter la dispersion.

Article 82 – Destination des cendres

Les cendres non réclamées par les familles après le non renouvellement de la concession cinéraire et après le délai légal de deux ans sont déposées soit à

l'ossuaire, soit dispersées au jardin du souvenir et consignées sur le registre ossuaire.

Article 83 – Tenue de registre

Un registre informatisé, sur lequel figurent les noms et les prénoms usuels, la date de naissance et de décès des défunts, dont les cendres ont été répandues, est tenu à disposition de toute personne qui souhaiterait en prendre connaissance aux bureaux du cimetière.

Chapitre XV - DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION DU RÉGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIÈRE

Article 84 – Exécution du règlement du cimetière

Le conservateur et les gardes du cimetière doivent veiller à l'application de toute la législation et la réglementation concernant la police des cimetières et prendre toutes les mesures nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation de toutes les opérations effectuées à l'intérieur du cimetière qu'ils consigneront sur les registres prévus à cet effet.

Tout incident doit être signalé à l'administration municipale le plus rapidement possible.

Article 85 – Poursuites

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les gardes et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur. Sont abrogés tous règlements antérieurs.

Article 86 – Information du public

Les tarifs de concessions, et des différentes taxes d'inhumation établis par délibération du conseil municipal sont tenus à disposition du public à la conservation du cimetière, à l'hôtel de ville (service de l'état civil, bureau des décès et inhumations).

Le directeur général des services et le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, à l'exécution du présent arrêté dont des extraits seront affichés aux portes du cimetière. Le présent règlement sera tenu à disposition des administrés dans les lieux indiqués ci-dessus.

Article 87 – Ampliation

- Direction générale des services
- Commissaire de police
- Préfet
- Trésorerie municipale

Fait à Dijon, le 20 août 2015
François REBSAMEN
Maire de Dijon

François Rebsamen

Renseignements pratiques

Direction Générale des Services

Service de l'état civil, Cimetière des Péjoces,
239, rue d'Auxonne
21000 DIJON

Accès en bus : Ligne 5, campus - arrêt 21ème siècle

Ligne 12 - arrêt cimetière

Téléphone : 03 80 48 80 07

Horaires : du 3 novembre au 14 mars de 9h30 à 17h du lundi au vendredi et
de 8h à 17h samedi, dimanche et jours fériés

du 15 mars au 2 novembre de 9h30 à 18h du lundi au vendredi
de 8h à 18h le samedi, 9h-18h le dimanche et les jours fériés

Direction Générale des Services

Service de l'état civil, guichet décès/inhumations,
Cimetière des Péjoces.

Téléphone : 03 80 74 51 86

Accueil du public : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 13h15 à 17h00
(pour les entreprises et opérateurs funéraires du lundi au vendredi de 8h30 à 12h
et de 13h15 à 17h)



